

Pouvoir d'emprunt

Je prends la parole aujourd'hui pour dénoncer aussi vigoureusement que possible l'octroi d'une somme sans précédent qu'on nous demande pour financer des programmes imprécis qui n'ont pas encore été nettement identifiés. La somme de 19 milliards que le gouvernement tente d'emprunter constitue un aveu étonnant que le gouvernement libéral est ruiné. Il est ruiné sur les plans financier, idéologique et politique. Il n'a pas l'autorité morale voulue pour imposer un fardeau de ce genre aux contribuables canadiens.

Le gouvernement actuel se contente d'emprunter sans cesse et de dépenser encore davantage. Les grands gaspilleurs fédéraux ont décidé qu'il faudra 89 milliards, je dis bien «milliards», pour gouverner le pays.

M. Blenkarn: Il s'agit là d'une simple estimation préliminaire.

M. Scott (Hamilton-Wentworth): Comme mon collègue le signale, il s'agit simplement d'une estimation préliminaire. Savez-vous, monsieur le Président, ce qu'une somme de 89 milliards signifie en termes que les profanes peuvent comprendre? Permettez-moi de décomposer cette somme en billets de un dollar, et de citer une analyse fascinante de Jim Emmerson publiée dans le *Star* de Toronto. Elle révèle comment cette somme pourrait être utilisée. Comme de simples Canadiens ont de la difficulté actuellement avec les billets réduits d'Air Canada, pourquoi ne pas acheter son propre gros porteur Boeing 747? La société Boeing de Seattle affirme qu'elle peut équiper au coût de 94 millions le modèle sport qu'Air Canada utilise. Cela signifie qu'avec une somme de 89 milliards, le Canada pourrait acheter une flotte de 950 gros porteurs Boeings version sport.

Une voix: Cela n'est pas suffisant pour le cabinet.

M. Scott (Hamilton-Wentworth): Non, le nombre de ministres n'est pas encore aussi élevé. Un de mes collègues dit que cela ne serait pas suffisant pour le cabinet. Il ne compte que 40 ou 50 ministres de sorte qu'il n'aurait besoin que de 40 à 50 gros porteurs Boeing. Si vous n'aimez pas l'avion, alors que dire du transport terrestre en Rolls-Royce? Vous connaissez la confortable petite Corniche de Rolls-Royce au prix insignifiant de \$230,000? Le programme de dépenses du ministre des Finances (M. Lalonde) vous obtiendrait 356,000 de ces voitures Rolls-Royce. Et la liste est encore longue. Monsieur le Président, vous pouvez calculer vous-même comment vous pourriez dépenser un budget de 89 milliards.

Emprunter, dépenser; emprunter, dépenser; emprunter; dépenser; voilà le principe E-D que le gouvernement canadien nous a tellement servi à nous, Canadiens, sans que nous ayons en plus à approuver ce projet de loi.

Des voix: Bravo!

M. Scott (Hamilton-Wentworth): Le premier ministre (M. Trudeau), le très honorable député de Mount Royal, me fait beaucoup penser à Christophe Colomb. Lorsque Colomb a entrepris son voyage, il ne savait pas où il allait. En route, il a dû affronter une mutinerie de son équipage. Lorsqu'il est débarqué en Amérique, il se croyait ailleurs. Lorsqu'il est rentré en Europe, il ne savait pas où il était allé. Le voyage avait été entièrement financé grâce à des emprunts. Mais là s'arrête la ressemblance, car le voyage de Colomb fut un succès commercial. Le bateau de l'État canadien, lui, ressemble beaucoup plus au *Titanic* qu'au *Santa Maria*.

Ces 19 milliards de dollars représentent une hausse de 9.6 p. 100 des dépenses gouvernementales, ce qui prouve que le gouvernement ne peut pas respecter sa propre règle des 6 et 5 p. 100. Ce gouvernement des 6 et 5 p. 100 vient nous demander l'autorisation d'emprunter 19 milliards de dollars: cinq milliards cette année, deux milliards pour jusqu'à l'an prochain, plus 14 autres milliards, soit 16 milliards en tout pour l'an prochain. C'est absolument là le plus important pouvoir d'emprunt jamais demandé au Parlement canadien. Une fois les 16 milliards de dollars épuisés, le gouvernement aura probablement besoin de 19 autres milliards pour finir l'année. Jusqu'à maintenant, le gouvernement a demandé 26 milliards de dollars, ce qui prouve manifestement qu'il n'a plus la situation en main.

Pour ce qui concerne l'obligation morale qu'a le gouvernement de respecter sa propre règle des 6 et 5 p. 100, je crois que le député de Végréville (M. Mazankowski) a bien traduit ma pensée et celle de tous les Canadiens lorsqu'il a dit, comme on peut le lire à la page 22963 du *hansard*:

Il n'y a certainement aucun leadership ni aucune moralité chez les députés qui siègent sur les premières banquettes en face, à en juger par leur attitude d'aujourd'hui et des autres jours.

Il faisait allusion au manque flagrant de sens moral dont a fait preuve le gouvernement libéral au cours des sept ou dix derniers jours. Il a ajouté:

Les citoyens s'attendent que leur gouvernement fasse preuve d'un leadership véritable et non pas superficiel comme celui du ministre...

C'est-à-dire le président du Conseil du Trésor (M. Gray).

... et de ses collègues. Ces derniers demandent aux retraités et aux familles ayant de jeunes enfants de se serrer la ceinture, alors qu'ils jettent l'argent par les fenêtres.

Cette affaire de moralité publique qui n'en finit plus et dont le Parlement est saisi ces jours-ci présente un autre aspect dont je voudrais dire quelques mots. A l'heure actuelle, les prévisions à ce jour ne montrent absolument pas que le gouvernement ait besoin cette année d'un autre pouvoir d'emprunt de cinq milliards de dollars. Et cela, en dépit des promesses faites en octobre dernier par le ministre des Finances et selon lesquelles un nouveau budget précéderait toute autre demande de pouvoir d'emprunt. Il avait dit:

Dans le budget que je me propose de déposer au début de 1983, je ferai de nouveau le point sur la situation financière de l'exercice, présenterai des estimations pour 1983-1984 et les années futures, avant de demander le cas échéant de nouveaux pouvoirs d'emprunt.

C'est tout ce qu'il y a de plus clair. Je me rends compte que la période de dix minutes mise à ma disposition tire à sa fin. Je résumerai donc le tout en 30 secondes. Je veux tout simplement dire que quiconque touche un revenu fixe, est en chômage ou doit faire vivre une famille comprendra pourquoi mes collègues progressistes-conservateurs et moi, de ce côté-ci de la Chambre, nous opposons de toutes nos forces à ce projet de loi scandaleux visant à emprunter tout à fait inutilement 19 autres milliards de dollars.

M. Vic Althouse (Humboldt-Lake Centre): Monsieur le Président, nous poursuivons aujourd'hui l'étude de l'amendement portant sur le pouvoir d'emprunt que le député de Comox-Powell River (M. Skelly) a proposé, amendement qui a surtout pour but de renvoyer cette question au comité. Nous considérons l'amendement très logique et conforme à la pratique parlementaire car ce n'est pas tous les jours qu'on demande à la Chambre l'autorisation d'emprunter 19 milliards